

Titre et préambule, art. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

101 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

90.088

Kantonsverfassungen**(FR, BS, AR, GR).****Gewährleistung****Constitutions cantonales****(FR, BS, AR, GR).****Garantie**Botschaft und Beschlussentwurf vom 21. Dezember 1990
(BBl 1991 I 234)

Message et projet d'arrêté du 21 décembre 1990 (FF 1991 I 210)

Beschluss des Ständerates vom 5. Juni 1991

Décision du Conseil des Etats du 5 juin 1991

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Frau **Jeanprêtre** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Die Petitions- und Gewährleistungskommission des Nationalrates hat die Botschaft des Bundesrates über die Gewährleistung der geänderten Verfassungen der Kantone Freiburg, Basel-Stadt, Appenzell Ausserrhodens und Graubünden am 22. April 1991 geprüft.

2. Die Kommission ist mit dem Bundesrat der Meinung, dass sich die Aenderungen dieser Kantonsverfassungen im Rahmen der kantonalen Verfassungsautonomie bewegen und weder die Bundesverfassung noch das übrige Bundesrecht verletzen.

Mme **Jeanprêtre** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

1. La Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales du Conseil national a examiné le message du Conseil fédéral concernant la garantie des constitutions révisées des cantons de Fribourg, Bâle-Ville, Appenzell Rhodes Extérieures et Grisons le 22 avril 1991.

2. La commission estime comme le Conseil fédéral que les modifications de ces constitutions cantonales relèvent de la compétence des cantons en matière d'organisation. Elles ne sont contraires ni aux dispositions de la Constitution fédérale ni à d'autres dispositions du droit fédéral.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt deshalb, alle diese Verfassungsänderungen zu gewährleisten.

Proposition de la commission

La commission propose donc d'accorder la garantie à toutes ces modifications constitutionnelles.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

*Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress, Art. 1, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

108 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

91.025

Organisation der Bundesrechtspflege.**Aenderung****Organisation judiciaire.****Révision**

Botschaft und Gesetzentwurf vom 18. März 1991 (BBl II 465)

Message et projet de loi du 18 mars 1991 (FF II 461)

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. **Petitpierre**, rapporteur: Le rapport sur cet objet pourra être extrêmement bref puisque le texte qui vous est soumis aujourd'hui n'est que la reprise de celui que vous avez adopté en votation finale, le 23 juin 1989, allégé des éléments qui avaient suscité le lancement d'un référendum et le rejet, en votation populaire le 1er avril 1990, de la loi.

Les éléments ayant suscité la controverse, je vous le rappelle, étaient tous destinés à limiter l'accès au Tribunal fédéral ou à le rendre plus difficile. L'augmentation des valeurs litigieuses de 8000 à 30 000 francs touchait particulièrement le domaine des litiges en matière de droit du travail, des litiges en matière de conflits entre bailleurs et locataires, des litiges en matière de droit de la consommation – litiges entre consommateurs et fournisseurs de biens. Il y avait encore un autre point: c'était la procédure particulière d'examen préalable en matière de recours de droit public qui permettait au Tribunal fédéral de ne pas examiner une affaire quand elle n'apparaissait pas importante. Vous trouvez la matérialisation de ce triple abandon des points contestés aux articles 46 et 92 du texte de 1989 rejeté par le peuple. Dans le projet qui vous est soumis aujourd'hui, vous n'avez pas la trace physique de ces dispositions parce que l'on a repris le texte à l'article 46 LOJ de 1943, et que l'article 92 – c'était le lieu de la procédure d'examen préalable – a tout simplement disparu, tandis que la procédure sommaire se trouve dorénavant régie comme c'était le cas auparavant, mais à une autre place, c'est-à-dire à l'article 36a du texte que vous avez sous les yeux, qui reprend au fond la LOJ de 1943.

Pour les motifs généraux, je vous renvoie intégralement au débat que nous avons tenu dans ce conseil. Pour ceux qui voudraient faire des recherches juridiques, cela se trouve au *Bulletin officiel*, date de la votation finale (BO 1989 N 1221, BO 1989 E 410). Ceci pour les références.

Le projet qui vous est soumis comporte une petite imperfection technique, je dois aussi le signaler pour la clarté. A la fin du message, vous avez le titre «Abrogation et modification d'au-

tres textes législatifs». Sous chiffre 4 de l'annexe, vous avez une modification du statut des fonctionnaires. A l'article 60, une omission a fait tomber, à côté de l'article 60, les alinéas 1 et 2. Je vous prie de considérer que c'est la référence «alinéas 1 et 2» qui figure dans le texte, de sorte que l'alinéa 3 de l'article 60 qui fait maintenant l'objet d'une autre réglementation et qui est en cours de délai référendaire, ne tombe pas. Cette précision technique étant donnée, je peux vous signaler qu'il reste un certain nombre de modifications d'importance mineure du texte. Je suis prêt, s'il y a des questions, à y répondre. Je ne les énumère pas pour gagner du temps. Enfin, je vous signale qu'en acceptant le projet, vous accepterez aussi la liquidation des postulats qui figurent en tête du message.

Le motif fondamental du texte qui vous est proposé, c'est tout simplement la surcharge du Tribunal fédéral, qui continue et qui augmente plutôt avec le temps. La façon de faire particulière, c'est-à-dire de nous proposer un texte globalement et non pas article par article, se justifie puisque nous savions pour une fois exactement quels étaient les points contestés; nous savons pourquoi le référendum a été lancé et pourquoi le peuple a refusé la loi. Il n'était donc pas incorrect, en supprimant ces points contestés, de revenir avec tout ce qui n'était pas contesté. Je peux affirmer que nous ne violons absolument pas la volonté populaire, telle qu'elle s'est exprimée dans la votation du 1er avril 1990. Ce point de vue a d'ailleurs été partagé par votre commission – je le souligne – par 16 voix contre zéro et sans abstention. Nous vous proposons de la suivre quant à cet objet de l'arrêté A.

Vous aurez remarqué, de l'autre côté du dépliant, un arrêté B qui prolonge la durée de validité de l'arrêté du 23 mars 1984 sur les juges suppléants et les rédacteurs d'arrêt du Tribunal fédéral. Pourquoi cet arrêté B? Parce que nous avons préféré ne pas ancrer dans la loi d'organisation judiciaire le nombre de 30 juges suppléants. Nous avons préféré souligner le caractère provisoire de cette situation. Mais le résultat est exactement le même. Au lieu d'avoir 30 juges suppléants dans la LOJ, il en reste 15, plus 15 juges suppléants supplémentaires – si je puis dire – transitoirement et jusqu'à l'avènement d'une révision globale de l'organisation judiciaire. On fixera définitivement le nombre de juges suppléants lors de la révision globale de l'organisation judiciaire. Sur ce point aussi, la commission a été unanime, avec 15 voix et une abstention.

Je vous propose en conséquence de suivre les propositions de la commission, qui sont d'ailleurs prises, dans la mesure où elles divergent de celles du Conseil fédéral, avec l'accord du Conseil fédéral.

Hess Peter, Berichterstatter: Wir wissen es: Die Situation am Bundesgericht ist seit vielen Jahren unbefriedigend. Ursachen sind die starke Zunahme der Geschäftslast in den achtziger Jahren einerseits sowie strukturelle und organisatorische/räumliche Mängel andererseits.

Der Bundesrat hatte am 29. Mai 1985 die Botschaft zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege vorgelegt. Am 23. Juni 1989 ist diese Vorlage nach eingehender Beratung im Parlament verabschiedet, in der Referendumsabstimmung vom 1. April 1990 jedoch abgelehnt worden. Parallel zu den Beratungen über die Vorlage von 1985 sind am Bundesgericht verschiedene organisatorische Massnahmen beschlossen worden. Die administrative Leitungsstruktur wurde verbessert; es wurden verschiedene Informatikprojekte in den Bereichen Gerichtsverwaltung, Textverarbeitung, Dokumentation und Bibliothek verwirklicht. Im laufenden Jahre wurde die Zahl der Assistenten der Bundesrichter von 20 auf 30 erhöht, und es ist uns eine Vorlage präsentiert worden, wonach auch die Bundesgerichtsgebäude zwecks Verbesserung der Arbeitsabläufe erweitert werden sollen.

Trotz allem dürfen wir aber nicht vergessen, dass die Rechtsprechungsarbeit auch in Zukunft von den Bundesrichtern selbst erledigt werden muss.

Nach dem negativen Ausgang der Abstimmung vom 1. April 1990 stellt sich vorab die Frage, welche Schritte die aktuelle Situation am Bundesgericht heute von uns erfordert. Hier kön-

nen wir leider keine Besserungstendenzen feststellen: Im Jahre 1990 waren 4650 Neueingänge zu verzeichnen – eine Zunahme von 7,8 Prozent gegenüber dem Vorjahr; Ende letzten Jahres gab es 2131 Pendenzen gegenüber 1733 im Vorjahr. Quintessenz: Die Ueberlastung des Bundesgerichts bleibt für uns ein Dauerproblem.

Für den Bundesrat und die vorberatende Kommission stellte sich damit die Frage, ob kurzfristig wieder eine Teilrevision – oder nicht besser eine tieferegreifende Totalrevision – anzustreben sei. Mit der uns heute vorgelegten Botschaft entschied sich der Bundesrat für die rasche Vornahme einer Teilrevision, wobei den Einwendungen des Referendumskomitees gegen die Vorlage 1985 Rechnung zu tragen war.

Die uns heute vorliegende Vorlage 91 baut im wesentlichen auf der am 1. April 1990 abgelehnten Vorlage 85 auf. Nicht übernommen wurden einerseits das Vorprüfungsverfahren für staatsrechtliche Beschwerden und andererseits die Streitwertgrenzerhöhung für zivilrechtliche Berufungen, die zwei wichtigsten Einwendungen des Referendumskomitees.

Was bringt die neue Vorlage konkret? In erster Linie wird das Entscheidungsverfahren vereinfacht: durch Einföhrung der Dreierbesetzung, durch Ausdehnung des vereinfachten Verfahrens sowie des Zirkulationsverfahrens, durch Verzicht auf die Pflicht zur generellen schriftlichen Begründung eines Urteils, durch Verzicht auf die generelle, obligatorische mündliche Verhandlung bei der zivilrechtlichen Berufung sowie bei der Schlussverhandlung bei Verwaltungsgerichtsbeschwerden. Weiter wird dem Bundesgericht ermöglicht, eine dritte öffentlich-rechtliche Abteilung zu schaffen. Ein wichtiger Punkt: Die Kantone werden verpflichtet, nun endlich Verwaltungsgerichte als letzte kantonale Instanz einzurichten.

Sodann werden verschiedene neue, verwaltungsunabhängige Rekurskommissionen geschaffen; kürzlich haben wir beschlossen, das beim Asylverfahren zu tun, dann aber auch im Bereich des geistigen Eigentums, bei den indirekten Steuern sowie bei der Versicherungsaufsicht. Schliesslich wird die Kostenordnung durch Erhöhung der Gerichtsgebühren mit Minimal- und Maximalansätzen neu geregelt. Zuletzt werden verschiedene Erlasse an die Erfordernisse der Europäischen Menschenrechtskonvention angepasst. Ich hebe vor allem den Bundesstrafprozess hervor, wo es um Fragen des Haftrechts, der amtlichen Ueberwachung sowie der Einziehung von Vermögenswerten geht.

Die Kommission beantragt mit 16 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen der Vorlage zuzustimmen. Die einzige Differenz auf der Fahne ist nicht von materieller Bedeutung. Der Bundesrat hätte gerne die Zahl von 30 nebenamtlichen Richtern ins ordentliche Recht übernommen. Da mit dieser Massnahme aber die künftige Zahl der Bundesrichter nicht präjudiziert werden soll, ist die Kommission der Auffassung, die Regelung für die 15 ausserordentlichen Ersatzrichter bis zum Inkrafttreten einer umfassenden Revision des OG weiterhin in einem separaten Bundesbeschluss zu regeln. Damit habe ich bereits das weitere Vorgehen angesprochen. Die Kommission ist einhellig der Meinung, dass das Bundesgesetz über die Organisation der Bundesrechtspflege einer vertieften, umfassenden Revision bedarf. Sie nimmt dabei gerne zur Kenntnis, dass der Bundesrat diese Auffassung teilt und für diese Arbeiten folgenden Zeitplan in Aussicht genommen hat: Noch im laufenden Jahr soll der Bundesgerichtspräsident eine Liste der aktuellen erkannten Probleme unterbreiten. Im kommenden Jahr soll eine Expertenkommission eingesetzt werden, und bis zirka 1996 ist mit der Ausarbeitung einer Vorlage und der Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens zu rechnen.

Gestatten Sie mir zuhanden des Protokolls noch eine kurze Bemerkung. Im Zusammenhang mit dem neuen Beamtengesetz, für das gegenwärtig die Referendumsfrist läuft, ist festgestellt worden, dass bei Artikel 60 des Entwurfs für das Beamtengesetz eine Differenz besteht zur entsprechenden Formulierung in der vorliegenden Vorlage zur Revision des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege. Ich empfehle daher, dass Artikel 60 im Anhang Ziffer 4 zum OG-Entwurf mit der Ueberschrift «Artikel 60 Absatz 1 und 2» versehen wird, um den Vorbehalt zugunsten von Absatz 3 von Artikel 60 des revidierten Beamtengesetzes vom 22. März 1991

zum Ausdruck zu bringen. Es handelt sich hier um eine redaktionelle Korrektur, damit die beiden Bestimmungen in Uebereinstimmung gebracht werden können. Ich beantrage Ihnen namens der einstimmigen Kommission, der Vorlage zuzustimmen.

Bundesrat **Koller**: Nachdem Ihnen die beiden Kommissionsprecher über die Vorgeschichte und die Grundzüge dieser Vorlage ausführlich – wenn auch sehr prägnant – Bericht erstattet haben, kann ich mich auf zwei Punkte beschränken, die aus der Sicht des Bundesrates besonders wichtig sind.

1. Zunächst möchte ich Ihrer Kommission und auch dem Rat recht herzlich danken, dass Sie bereit sind, die OG-Revision in dieser unkonventionellen Art – ohne die beiden besonders strittigen Punkte, die Streitwertgrenzen in der Zivilrechtspflege und das Vorprüfungsverfahren für die staatsrechtliche Beschwerde – erneut zum Beschluss zu erheben.

Damit sind zwar nicht alle Probleme des Bundesgerichtes gelöst. Es hat sich aber im Departement und im Bundesrat sehr rasch folgendes gezeigt: Wenn wir über eine solche Wiederauflage der unbestrittenen Punkte hinausgehen wollten, würde dies unweigerlich in eine ausgedehnte Teilrevision münden. Sie würde uns dann wiederum längere Zeit beschäftigen. Wir haben beispielsweise untersucht, ob es nicht zweckmässig wäre, wenigstens die Frage eines eigenen Steuergerichtshofes in diese Vorlage aufzunehmen. Wir mussten einsehen, dass wir mit solchen zusätzlichen Aenderungen sofort sehr viel Zeit verlieren würden. Ich bin Ihnen daher dankbar, dass Sie bereit sind, diese OG-Revision nun en bloc wieder zum Beschluss zu erheben.

2. Damit ist für den Bundesrat auch klar, dass wir mit einer Totalrevision des Organisationsgesetzes keine Zeit verlieren dürfen. Diese Teilrevision im Sinne einer Sofortmassnahme wird uns zwar für die nächsten Jahre eine wesentliche Erleichterung bringen. Sie wird die Probleme des Bundesgerichtes aber nicht lösen. Wir haben daher den Bundesgerichtspräsidenten gebeten, uns möglichst rasch einen Katalog der ungeklärten Probleme in der Bundesrechtspflege zu unterbreiten und damit sozusagen den Startschuss für die in Aussicht genommene Totalrevision zu geben.

Vom Gegenstand her wird diese Revision allerdings doch recht breit anzulegen sein. Wir werden dabei Verfahren und Organisation der Bundesrechtspflege überprüfen müssen. Ich nenne hier nur die Stichworte: Steuergerichtshof, unteres Bundesverwaltungsgericht. Dies führt dann zwangsläufig zur Ueberprüfung des Rechtsmittelsystems. Es geht dabei um das Verhältnis der bundesrechtlichen Rechtsmittel untereinander, z. B. von staatsrechtlicher Beschwerde und Verwaltungsgerichtsbeschwerde.

Aber auch die Bezüge zur kantonalen Rechtspflege wird man dann nicht aussparen können. Weiter wird man bei dieser Gelegenheit der Daueraufgabe nachkommen müssen, die Bundesrechtspflege dem neuesten Stand des internationalen Rechts anzupassen, wo dies nötig ist. Schliesslich werden wir dann die personellen und materiellen Mittel der eidgenössischen Gerichte ganz generell überprüfen müssen und damit zweifellos auch die Frage der Anzahl Richter.

Sie sehen also schon aus diesen wenigen Stichworten, dass das ein sehr anspruchsvolles politisches und rechtliches Vorhaben ist. Es wird nicht leicht sein – das lehrt uns die Erfahrung –, hier zu mehrheitsfähigen Lösungen zu kommen. Wenn wir Realisten sind, müssen wir zur Kenntnis nehmen, dass eine solche Totalrevision sicher etwa fünf Jahre beansprucht.

Um so dankbarer bin ich Ihnen daher, wenn Sie diese Teilrevision, die praktisch unbestritten ist, heute verabschieden. Ich bin auch bereit, dem Beschluss Ihrer Kommission zuzustimmen und die Frage der Verlängerung des Bundesbeschlusses über die Zahl der nebenamtlichen Richter formell in einer eigenen Vorlage zu regeln.

In diesem Sinne bitte ich Sie, auf die beiden Vorlagen einzutreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

A. Bundesgesetz über die Organisation der Bundesrechtspflege
A. Loi fédérale d'organisation judiciaire

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress, Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I préambule, titre

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1 Randtitel, Abs. 1, 3

Antrag der Kommission

Randtitel

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1

.... Mitgliedern und 15 nebenamtlichen Richtern.

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 1 titre marginal, al. 1, 3

Proposition de la commission

Titre marginal

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 1

.... juges et de 15 suppléants.

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

119 Stimmen
(Einstimmigkeit)

B. Bundesbeschluss über eine vorübergehende Erhöhung der Zahl der Ersatzrichter und der Urteilsredaktoren des Bundesgerichts

B. Arrêté fédéral concernant l'augmentation temporaire du nombre des juges suppléants et des rédacteurs d'arrêts du Tribunal fédéral

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 4 Abs. 3

Antrag der Kommission

Dieser Beschluss wird bis zum Inkrafttreten der umfassenden Revision des Bundesgesetzes über die

Art. 4 al. 3

Proposition de la commission

.... en vigueur de la révision globale de la loi fédérale d'organisation judiciaire.

Angenommen – Adopté

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

116 Stimmen
(Einstimmigkeit)*Abschreibung – Classement**Antrag des Bundesrates*Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Seite 1 der Botschaft*Proposition du Conseil fédéral*Classer les interventions parlementaires
selon la page 1 du message*Angenommen – Adopté**An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

89.080

**Raumordnungspolitik.
Massnahmen****Politique d'organisation
du territoire. Mesures**

Bericht des Bundesrates vom 27. November 1989 (BBl 1990 I 1002)

Rapport du Conseil fédéral du 27 novembre 1989 (FF 1990 I 963)

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Herr **Houmard** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Ausgangslage

Mit Botschaft vom 27. November 1989 hat der Bundesrat den eidgenössischen Räten ein Realisierungsprogramm vorgelegt, welches die auf Bundesebene festgestellten Vollzugslücken in der Raumplanung schliessen soll. Die vorgeschlagenen Massnahmen berücksichtigen die wichtigsten Forderungen und Schwerpunkte, die sich aus der letzten Parlamentsdebatte zur Raumplanung ergeben haben. Die eidgenössischen Räte forderten insbesondere eine verbesserte Planung und Koordination der raumwirksamen Tätigkeiten auf Bundesebene, die bessere Wahrnehmung des Koordinationsauftrages des Bundes, vor allem eine verstärkte Förderung und Unterstützung gegenüber den Kantonen, sowie die Intensivierung der allgemeinen Informationstätigkeit über die Raumplanung und die räumliche Entwicklung.

Das Realisierungsprogramm baut auf den bisher bereits eingeleiteten Massnahmen auf. Mit ihm werden bestehende und geplante Tätigkeiten in einen grösseren Zusammenhang gestellt. In sachlicher, räumlicher und zeitlicher Hinsicht umfassende abgestimmte Planungen sind Voraussetzung für die Erfüllung der gesetzlichen Planungs- und Koordinationspflicht auf Bundesebene. Mit dem Realisierungsprogramm ist gleichzeitig erstmals ein generelles Anforderungsprofil für Konzepte und Sachpläne des Bundes aufgestellt worden, was die Arbeiten der planenden und koordinierenden Stellen wesentlich erleichtern soll.

Das Realisierungsprogramm umfasst schliesslich 35 neu zu erarbeitende Grundlagen und Planungen aus allen raumwirksamen Aufgabenbereichen des Bundes. Neun davon werden als Schwerpunktmassnahmen bezeichnet; es handelt sich dabei um folgende sachbereichs- und departementsübergrei-

fende Arbeiten: Grundzüge der Raumordnung, Informationssystem Bundesplanungen, Landschaftsschutzkonzept Schweiz, Bodenschutzkonzept, Grundsätze der Verkehrspolitik, Konzept Agglomerationsverkehr, Flugplatzkonzept, Konzept Uebertragungsleitungen, Sachplan Waffen-, Schiess- und Übungsplätze.

Schliesslich sind mit dem Realisierungsprogramm die mit raumwirksamen Tätigkeiten betrauten Bundesstellen aufgefordert, die Option Europa vermehrt in die Ueberlegungen einzubeziehen.

Das gesamte Massnahmenpaket stellt die Antwort des Bundesrates auf die Forderungen nach einer Verstärkung der bundesinternen Koordination und Förderung des Vollzugs in der Raumplanung dar.

Erwägungen der Kommission

Die mit der Vorberaterung des Berichts beauftragte Kommission des Nationalrates befasste sich am 26. Oktober 1990 mit dieser Vorlage. Sie liess sich dazu vom Bundesamt für Raumplanung informieren und hält nach eingehender Diskussion folgendes fest:

Mit dem vorliegenden Bericht liegt erstmals eine detaillierte Uebersicht über die bestehenden Grundlagen und das Vorgehen des Bundes im Raumplanungsbereich vor. Es handelt sich dabei um eine Information und Auslegeordnung über die raumwirksamen Tätigkeiten innerhalb der Bundesverwaltung. Dieses – eigentlich verwaltungsinterne – Papier, welches den eidgenössischen Räten zur Kenntnisnahme unterbreitet wird, kann nach Auffassung der Kommission nicht Grundlage für eine grundsätzliche Raumplanungsdebatte sein. Die Kommission hält jedoch die Darstellung der Gesamtzusammenhänge und die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere in den Schwerpunktbereichen, für sinnvoll. Sie begrüsst sodann, dass der Bericht die nötigen Grundlagen und Leitsätze zur Behebung von Vollzugslücken fordert und diesbezügliche Massnahmen vorsieht.

Ein vorrangiges Anliegen bildet für die Kommission schliesslich eine kontinuierliche Information des Parlaments über diesen wichtigen Bereich. Aus diesem Grund beantragt sie dem Nationalrat die Ueberweisung einer Motion, wonach der Bundesrat beauftragt wird, dem Parlament einmal pro Legislatur über den Stand, die Ergebnisse und die Wirksamkeit des Realisierungsprogrammes zur Raumordnungspolitik Bericht zu erstatten.

M. **Houmard** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Point de la situation

Dans son message du 27 novembre 1989, le Conseil fédéral a présenté aux Chambres un programme de réalisation qui vise à combler les lacunes constatées sur le plan national quant à la mise en oeuvre de la législation sur l'aménagement du territoire. Les mesures proposées reprennent les principales exigences et les points forts formulés au cours des derniers débats parlementaires consacrés au rapport sur l'aménagement du territoire. A cette occasion, le Parlement a demandé notamment une amélioration de la planification et de la coordination des activités influant sur l'organisation du territoire au niveau fédéral, une meilleure prise en compte du rôle de coordination assigné à la Confédération, c'est-à-dire surtout un renforcement de l'appui fourni aux cantons, ainsi qu'une intensification de l'information apportée de manière générale sur l'aménagement du territoire et le développement spatial.

Le programme de réalisation proposé complète les mesures déjà prises dans ce domaine. Les activités qui existent ou sont prévues sont présentées dans un cadre élargi. Pour remplir l'obligation de planification et de coordination qui incombe à la Confédération de par la loi, il importe en effet d'harmoniser globalement les planifications aux niveaux de la matière, de l'espace et du temps. En présentant ce programme de réalisation, le Conseil fédéral donne un outre pour la première fois une vue d'ensemble des conceptions et plans sectoriels de la Confédération, ce qui devrait faciliter nettement les travaux des organes de planification et de coordination.

Organisation der Bundesrechtspflege. Aenderung

Organisation judiciaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	91.025
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1307-1310
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 029

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.